APPEL AUX JUIFS-VES DE FRANCE : EN 2027, QUELLE PLACE POUR NOUS ?

Tribune : ***Inquiètes de la montée de l'extrême droite, de l'antisémitisme et de l'islamophobie, des personnalités juives invitent à s'engager en faveur d'une gauche de rupture dans le cadre de la prochaine élection présidentielle.***

7min Publié le 3 octobre 2026

Si à l'approche de 2027 nous prenons la parole en tant que juifs·ves français·es, c'est parce que nous traversons un moment de bascule. Le fascisme monte dans notre société en pleine tourmente politique, morale et historique. Nos préoccupations sont à la fois communes à tous les Français et singulières. Face à cette menace nous voulons agir aujourd'hui comme citoyen·nes et comme juifs·ves.

Piégés

Depuis bientôt trois ans, la politique du gouvernement israélien pèse sur nos vies comme une catastrophe intime. Massacrer et raser Gaza, expulser des populations de Cisjordanie, frapper le Liban, … : comment des juifs peuvent-ils soutenir cela, et pourquoi ces crimes rejaillissent-ils sur nous ?

Nos gouvernements soutiennent inconditionnellement Israël et lui garantissent une totale impunité, rendant la France complice de ce que la majorité des spécialistes conviennent d'appeler un génocide toujours en cours à Gaza. **Les grands médias ne donnent la parole qu'aux soutiens juifs d'Israël, fermant l'espace à celles et ceux qui doutent ou s'y opposent. Nous redoutons nous-mêmes qu'un antisémitisme nouveau, arrimé à la politique d'Israël, se nourrisse de l'indignation légitime que ces crimes soulèvent et que l'on retourne contre nous. Nous voilà enfermés** : sommés de répondre d'un État avec lequel nul ne nous concède la moindre distance, peu à peu coupés du reste de la société.

Sur le même thème



[Législatives en Israël : la Cour suprême inflige un désaveu à Netanyahou en autorisant deux listes arabes… mais force le retrait du chef du parti nationaliste Sami Abou Shehadeh]

Depuis le 7 octobre 2023, les responsables politiques du centre gauche à l'extrême droite jurent de faire de la lutte contre l'antisémitisme une priorité nationale. Mais ils ne le combattent pas : ils s'en servent. Ils nous amalgament à la politique israélienne et nous essentialisent en ignorant sciemment la grande diversité politique de nos communautés. Ils consacrent le CRIF comme notre représentation, alors qu'il porte de fait la voix du gouvernement israélien – une voix dans laquelle nous ne pouvons nous retrouver. Pire, ils ferment les yeux sur l'antisémitisme qui prospère à l'extrême droite – là où les préjugés antisémites classiques sont les plus vivaces.

Dans notre diversité – croyants ou non, attachés ou non à une tradition, à une mémoire, à une histoire familiale, à un pays d'origine -, nous sommes ramenés malgré nous à une identité imposée, et associés à des crimes que nous ne soutenons pas. De scrutin en scrutin, le sujet « juif » est convoqué, l'antisémitisme brandi comme une arme : pour 2027, le piège est déjà tendu. Il est temps de parler en notre nom, et de ne plus laisser le discours politique et ses propagandes nous définir.

Le racisme et nous

L'antisémitisme tue, et chaque acte antisémite mérite l'indignation nationale qu'il suscite – comme tout acte raciste. Pourtant le déferlement d'actes et de discours islamophobes

qui traverse la société française ne provoque ni la même indignation, ni la moindre réponse politique. Cette hiérarchisation, insufflée par les responsables politiques et les médias, est un poison. On nous joue sans cesse l'un contre l'autre : « défendre les juifs » devient le prétexte pour persécuter les musulmans, et la stigmatisation des musulmans nourrit en retour les amalgames qui nous fragilisent. Dans ce système où les autres formes de racisme sont occultées, l'exceptionnalité qui nous est accordée nous menace. C'est pourquoi nous voulons une politique antiraciste rigoureuse qui intègre la lutte contre l'antisémitisme sans hiérarchiser les combats.

De plus, ceux qui parlent en notre nom – responsables politiques, éditorialistes, intellectuels – fabriquent aussi un anathème de faux antisémitisme pour réduire au silence les oppositions politiques, les voix de la paix, et singulièrement la gauche de rupture, leur seul véritable adversaire. **Ces fausses accusations ne connaissent aucune limite : elles ont visé des survivants de la Shoah, le journal israélien Haaretz, le pape, l'ONU, la Croix-Rouge, MSF, Amnesty International, B'Tselem, l'UNICEF, l'UNRWA, la Cour pénale internationale…**

La fascisation française

À l'horizon de 2027, les recompositions politiques se précisent.

D'un côté, l'extrême droite – Le Pen, Bardella – prétend nous protéger ; en réalité, elle cultive les racines profondes de l'antisémitisme français, qu'un soutien démonstratif à Israël vient seulement blanchir. Cette généalogie nous la connaissons : de Maurras à Vichy, du négationnisme de Jean-Marie Le Pen à la réhabilitation pétainiste de Zemmour. Loin d'être relégué au passé, cet antisémitisme se manifeste encore aujourd'hui, dans les théories complotistes antisémites et les manifestations néonazies tolérées par l'État.

De l'autre côté, le bloc libéral – de Sarkozy à Hollande et Macron – a échoué depuis vingt ans. Sous des promesses de progrès, ils ont attaqué notre système social, miné nos services publics, ignoré l'urgence écologique et piétiné notre démocratie. Ce faisant, ils

banalisent l'extrême droite en adoptant ses discours racistes, et servent, on l'a déjà vu dans l'histoire, de marchepied aux fascistes.

Aucun des deux ne peut nous convenir, à nous, juifs·ves de gauche : chez l'un comme chez l'autre, même soutien inconditionnel à Israël, même austérité libérale et antisociale. Le danger n'est pas seulement que l'extrême droite accède au pouvoir en 2027 : il est qu'elle y soit déjà installée culturellement – dans le langage des éditorialistes, dans les renoncements du bloc central, socialistes compris, dans la criminalisation de toute opposition antiraciste, anti-guerre ou écologiste. Cette banalisation est elle-même un visage de la fascisation française.

Notre responsabilité singulière

Nous sommes nombreux, en prenant la parole, à vouloir rendre visible une réalité que l'on cherche à effacer : il existe en France des juifs·ves qui refusent que l'antisémitisme serve à faire taire toute critique d'Israël ou toute solidarité envers les Palestiniens. Des juifs·ves profondément attaché·es à la justice, à l'égalité des droits, au droit international. Notre parole compte précisément parce qu'elle brise les amalgames. On peut être juif·ve, inquiet·e de la montée de l'antisémitisme, et refuser les crimes commis à Gaza, comme la fuite en avant coloniale de l'État israélien. C'est pour cela qu'on cherche à nous disqualifier : notre voix fissure toute cette construction idéologique.

Notre engagement ne vient pas de nulle part : il prolonge une longue histoire, celle des juifs·ves qui ont pris part, partout, aux combats pour l'émancipation, du mouvement ouvrier aux luttes antiracistes. C'est de cette tradition universaliste et humaniste que nous nous réclamons : on ne protège pas durablement les juifs en les coupant des autres, mais en combattant toutes les formes de racisme ensemble. Et une société vraiment protectrice est aussi celle qui défend ses services publics, refuse la misère et prend au sérieux la catastrophe écologique. Voilà ce à quoi nous tenons : non pas une exception qui nous isole, mais une justice qui nous relie. Face au danger, il nous faut une gauche de rupture, capable non seulement de résister à la fascisation, mais de porter ce projet

d’émancipation. C’est pourquoi nous prenons notre part, ici et maintenant.

Ouvrons un horizon de vérité, de justice et de fraternité.

Prenons la parole et construisons un espace public juif libre, qui brise l’enfermement.

Redevenons sujets de notre propre histoire française, de gauche et humaniste.

Cet appel est un commencement.

D’ici 2027, nous ferons à nouveau entendre notre voix juive, libre et de gauche.

Pour signer, c’est ici : https://pjdf.fr/